



Une archéologie intellectuelle du consensus productiviste

Stéphane Frioux

Livre recensé : Serge Audier, *L'Âge productiviste. Hégémonie prométhéenne, brèches et alternatives écologiques*, Paris, La Découverte, 2019, 976 p.

Au travers d'un vaste panorama d'histoire des idées, le philosophe Serge Audier propose une généalogie de la pensée écologique. Il montre que c'est au début du XIX^e siècle que se dessinent pour la première fois les enjeux de la « cause environnementale ».

Dans son dernier ouvrage consacré à la question écologique¹, appréhendée sous l'angle des discours sur le productivisme, et donc sur la consommation des ressources terrestres, le philosophe Serge Audier fait dialoguer et se répondre de très nombreux penseurs – l'abondance des références est réellement impressionnante – dans une posture assumée d'histoire intellectuelle centrée sur les textes. En traquant jusque chez les premiers néolibéraux des années d'entre-deux-guerres les positions à l'égard de l'écologie, il postule que « des polémiques longtemps confidentielles seront lourdes de potentialités idéologiques désastreuses pour le futur de la cause écologique » (p. 433), et justifie sa démarche consistant à exhumer parfois des textes méconnus ou oubliés, dont on peut questionner l'audience et la réception.

Soulignons d'emblée que l'ouvrage est exigeant par son volume, sa densité, et par sa progression globalement chronologique qui impose au lecteur d'être bien attentif au texte et aux auteurs mentionnés, qui peuvent être évoqués dans plusieurs chapitres. Certains pourront être un peu gênés par la tentation de penser en termes d'« occasion manquée » et par l'usage légèrement abusif d'expressions comme « biodiversité » ou « protection durable de la nature » pour des périodes comme le début du régime bolchévique. Dans le même ordre d'idées, on ne sait pas vraiment ce que peut recouvrir l'expression « société écologique » ou « cité écologique » pour des époques où la pensée écologique en tant que telle existait à peine, de façon marginale.

Deux siècles – ou presque – de fascination pour le progrès technique et la croissance

Cela étant, le lecteur apprendra ou redécouvrira énormément, en raison même de la richesse des références convoquées pour la réflexion. La thèse principale est de mettre au jour les racines de la critique contemporaine du progrès et du « productivisme », expression qui connut son essor peu avant la Seconde Guerre mondiale, et d'en comprendre les avatars. Pour cela, Audier conduit son lecteur dans un cheminement d'histoire des idées qui le mène des penseurs présocialistes du premier XIX^e siècle jusqu'au début de notre siècle, en passant par les néolibéraux (Hayek et ses disciples), Marx, les libertaires, ou encore les écrivains de ce qu'il qualifie de « chaudron idéologique toxique » des années 1930 (p. 338)². Le néolibéralisme, qui, de marginal dans les années 1930-1950 lorsqu'il commence à s'élaborer pour réagir aux politiques volontaristes des pouvoirs publics, et

¹ Il complète son opus de 2017, auquel il est fait référence pour approfondir les pensées de tel ou tel auteur.

défendre le libre marché, finit par atteindre l'heure de gloire dans le dernier quart du XX^e siècle, et le productivisme, sous ses formes multiples de l'après-Seconde Guerre mondiale (keynésianisme, planismes divers comme chez l'économiste et homme politique français Robert Marjolin), étouffèrent les premières alarmes environnementales relatives à la pollution urbaine et à la dégradation des ressources. Ces dernières émanaient de penseurs divers, sympathisants du romantisme ou de l'anarchisme comme d'urbanistes originaux (Patrick Geddes, Lewis Mumford).

L'autre thèse, complémentaire, postule que les insuffisances de la protection environnementale contemporaine ont des racines historiques profondes, et qu'elles ne peuvent pas être imputées uniquement au camp du capitalisme et du néolibéralisme des décennies les plus récentes. Le camp qui revendiqua le progrès social, qu'il s'intitule républicain, communiste, socialiste, porte sa part de responsabilité. Il a largement communié dans le culte du développement des forces productives, et dans la confiance en la croissance économique et dans le progrès technique. La grande sacrifiée de cette opposition entre la gauche et le libéralisme économique fut la politique écologique. Pour les marxistes, le capitalisme et ses maux, comme la pollution, étaient une étape nécessaire vers l'avènement du communisme ; et une fois celui-ci arrivé au pouvoir, en 1917, il écrasa les soucis environnementaux, fasciné par le gigantisme technologique et urbain, dont certains exemples sont restés célèbres (le complexe industriel de Magnitogorsk). La droite conservatrice eut aussi des représentants ou des inspireurs dans le monde littéraire et intellectuel, pour déplorer la déchéance morale supposée que la civilisation urbaine provoquait (l'écrivain suisse Ramuz, par exemple, mais aussi la critique du monde mécanisé et la défense de la ruralité d'un Giono) ou dans une approche autoritaire et antidémocratique, en contexte postcolonial (Nouvelle Droite).

Dans cette vaste fresque d'histoire intellectuelle, les grands épisodes de l'Histoire sont donc abordés sous un paradigme environnemental, telle la révolution russe et ses suites, le New Deal et sa célèbre Tennessee Valley Authority, ou encore l'expérience chinoise sous le maoïsme : ces moments sont analysés pour leur impact écologique, qui n'est guère connu des non-spécialistes.

Des écrits « urbaphobes » de l'entre-deux-guerres aux alternatives des années 1968

Le thème de la dénonciation de la ville, qui avait déjà fait l'objet d'un recueil de contributions³, est particulièrement visible dans le chapitre 4 décryptant les différents courants anti-industrialistes qui, durant l'entre-deux-guerres, de l'anarchisme à l'extrême droite agrarienne, font de la civilisation de l'usine et du gratte-ciel l'orée d'une décadence que seul un retour à la terre ou à la « personne » pourrait enrayer. La concentration urbaine, la civilisation américaine, représentent le contre-modèle social d'un certain nombre de penseurs, qui haïssent en même temps la modernité libérale, bourgeoise, attachée aux idéaux des droits de l'homme et d'un régime démocratique. Ces voix marginales et aux tentations idéologiques souvent conservatrices, voire proches de l'extrême droite – signalons la section consacrée au mouvement « Ordre nouveau » – furent cependant aux racines du renouveau écologique des années de forte croissance et d'urbanisation accélérée. Audier défend l'idée que ces années 1930, marquées par les conséquences de la crise capitaliste mondiale, furent une occasion manquée pour la gauche, qui ne parvint pas à sortir du primat productiviste.

Dès lors, l'après-Seconde guerre mondiale est un moment de « consensus » en faveur du productivisme et de la croissance, malgré la persistance de forums où s'expriment les voix défendant la protection de la nature, telle la conférence de Lake Success de 1949. Les lanceurs d'alerte, minoritaires, s'appellent Rachel Carson, biologiste américaine auteure d'ouvrages à succès (dont le très influent *Silent Springs* dénonçant en 1962 les effets des insecticides comme le DDT), le philosophe Jacques Ellul et son ami Bernard Charbonneau, mais également l'écrivain Aldous

² L'auteur utilise cette expression en se référant à Bernard Charbonneau, qui aurait repéré que le culte de la nature et le rejet du monde industriel urbain étaient au cœur de la vision et de certaines pratiques national-socialistes.

³ Voir Arnaud Baubérot et Florence Bourillon (dir.), *Urbaphobie. La détestation de la ville aux XIX^e et XX^e siècles*, Pompignac, Éditions Bière, 2009 et Valérie Foucher-Dufoix, Stéphane Dufoix, « Modèle ou repoussoir ? La ville américaine en débat(s) dans l'entre-deux-guerres en France », *Histoire urbaine*, n° 48, 2017, p. 13-34.

Huxley, néomalthusien qui appelle à quitter les grands centres urbains. La palette des acteurs convoqués dans les chapitres 6 et 7 est très large, et nous entraîne de l'écologie politique allemande jusqu'au roman d'anticipation d'Ernst Callenbach, *Ecotopia* (1975), en passant par Paul Goodman, promoteur d'un urbanisme libertaire, décentralisé. Le moment 68, dont toute la richesse humaine et idéologique n'est pas encore complètement étudiée, n'est pas réductible à la grande vague de contestation de l'ordre patriarcal et capitaliste. C'est également, *via* le club de Rome créé en 1968, la naissance d'une culture écologique au sein même de « l'élite du capitalisme » (p. 600), comme à l'OCDE. Le monde communiste est traversé par des lignes divergentes, entre le PCF hostile à toute remise en cause du régime productiviste et son homologue italien au sein duquel le médecin Giovanni Berlinguer articule critique du capitalisme, de la société de consommation et préoccupations pour la santé au travail. L'un des intérêts de l'histoire des idées apparaît ici, dans la mesure où les idées relatives au productivisme traversent les grands camps idéologiques.

L'engagement du philosophe pour une éco-cité

Au-delà de la multitude de voix parfois oubliées, ou méconnues, exhumées ou rassemblées pour la première fois côte à côte par Serge Audier, l'ouvrage propose une longue conclusion réflexive sur les implications sociales et politiques de la question écologique, en montrant les insuffisances des voies théorisées jusqu'à présent, de l'écologie conservatrice et autoritaire jusqu'à l'éco-anarchisme. Il plaide pour un « éco-républicanisme » qui serait pensé à l'échelle planétaire, et qu'il qualifie donc de « républicanisme cosmopolitique ». Cependant, il doit reconnaître l'obstacle que représente la compétition des États les uns contre les autres quand il s'agit de drainer les ressources financières. S'ajoutent les inégalités environnementales exacerbées par la mondialisation libérale qui s'est imposée depuis le dernier quart du XX^e siècle. Nul doute que son appel à (re)politiser une écologie parfois trop technicisée et déconflictualisée ne suscite des réactions et la poursuite des débats déjà bien engagés, à différentes échelles citoyennes et spatiales, sur la façon de répondre aux défis environnementaux identifiés pour notre siècle. Audier nous rappelle à quel point l'État-nation n'est pas la bonne échelle pour résoudre la question écologique, ce que la montée en visibilité du problème de la lutte contre le réchauffement climatique incarne très clairement. Cela l'amène à achever son essai en retournant à un très vieux problème philosophique, le comportement des individus qui doivent arbitrer entre intérêt particulier et intérêt général.

Pour aller plus loin :

- Audier, S. 2017. *La Société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris : La Découverte.
- Jarrige, F. 2014. *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris : La Découverte.
- Pessis, C., Bonneuil, C. et Topçu, S. (dir.). 2013. *Une autre histoire des trente glorieuses*, Paris : La Découverte.

Stéphane Frioux est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Lyon-2 Lumière, membre du Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA, CNRS UMR 5190) et cofondateur du Réseau universitaire de chercheurs en histoire environnementale (RUCHE). Spécialiste des questions environnementales en milieu urbain dans l'âge industriel (XIX^e-XX^e siècles), il travaille actuellement sur la gestion de la pollution atmosphérique et la naissance des mouvements environnementaux en ville.

Pour citer cet article :

Stéphane Frioux, « Une archéologie intellectuelle du consensus productiviste », *Métropolitiques*, 16 janvier 2020. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Une-archeologie-intellectuelle-du-consensus-productiviste-et-de-ses-faibles.html>.